



LA REGRESSION SOCIALE NE SE NEGOCIE PAS, ELLE SE COMBAT !

Au CDEF, face

- Au déni de la souffrance au travail des agents
- A l'ignorance des conditions de travail pour l'ensemble du personnel (lingères, cuisiniers, infirmières, secrétaires, veilleurs de nuit, auxiliaires de vie, éducateurs...)
- **A la mise en danger des professionnels et des enfants accueillis**
- A la transformation du poste d'éducateur en surveillant (1 adulte pour 21 jeunes)
- A la criminalisation des jeunes
- A la banalisation de notre employeur, de la violence physique et psychique envers nos collègues.

Le seul remède de notre employeur : une réorganisation imposée aux agents !

Une réorganisation à **la petite semaine** où la réglementation de la charte de gestion du temps de travail n'est toujours pas respectée. La violence est quasi constante, les **agressions** se multiplient (souffrance au travail, arrêts maladie, accidents de travail, droit de retrait...)

A la DEF

Les contraintes budgétaires privent les professionnels de moyens et de temps pour réaliser leur mission. Stress, perte de sens et d'éthique, démotivation, souffrance découlent de cette situation au travail. Pour les REF 36 à 46 accompagnements !

Le professionnalisme et l'évaluation sociale des travailleurs sociaux sont remis en cause dans le seul objectif de restriction budgétaire.

Le projet de vie de l'enfant n'a plus sa place dans **L'HISTOIRE**.

Et aujourd'hui : l'arrêt des contrats de jeunes majeurs.

Un non-sens. C'est irresponsable. Que vont devenir ces jeunes sans toit, sans nourriture, sans diplôme, sans travail, sans argent, sans soutien éducatif, SEUL ?

Seul, à la merci des réseaux, quel avenir le président du Conseil départemental prépare-t-il à ces jeunes ?

Et quel avenir en général pour la société de demain ?

La politique départementale de l'Oise, donne aujourd'hui des moyen au compte-goutte pour du court terme Des petites économies à court terme qui vont engendrer des dépenses gigantesques à l'avenir. Sans compter les dégâts humains irréversibles dans la société de demain.

Et en général à la DGA Solidarité

Les responsables sont de moins en moins en mesure d'assurer leur rôle de soutien technique et d'expertise et se voient principalement confiés celui de contrôleurs et de gestionnaires

Les conditions de travail sont dégradées et le travail se réduit souvent à la mise en œuvre de dispositifs qui se juxtaposent

Aucune transversalité ni cohérence entre les services créés par réorganisation en 2013. Et par manque de personnel dans certains de ces nouveaux services on ferme les MDS au public !

Rappelez-vous toujours le même refrain : proximité, meilleure qualité de l'accueil, gestion plus rapide des demandes des usagers...toujours le même blabla et en réalité c'est tout le contraire.

Cette dégradation du travail social qui a un impact direct sur le traitement des demandes et attentes des usagers, nuit à la qualité du service public.

Le travail social nécessite du temps, c'est avant tout un travail de **PREVENTION** à court, moyen et long terme pour obtenir des résultats durables.

Le recours aux nouvelles technologies d'informations permet d'exercer sans cesse un contrôle du professionnel sur son rythme de travail, sa production et la conformité aux procédures imposées par l'institution. (Calendrier Outlook, logiciels métiers..)

Des solutions existes, dans d'autres départements le **Président du Conseil départemental a cédé, il a répondu favorablement** :

- Au maintien de l'aide à tous les jeunes majeurs de 19 à 21 ans en fonction de l'évaluation socio-éducative,
- à la création de trois postes supplémentaire au service du Conseil départemental gérant l'accueil de ces jeunes,
- à l'élaboration d'un calendrier de concertation tous les trois mois afin d'évaluer les dispositifs et les mesures à mettre en place pour faciliter l'accueil des jeunes mineurs et majeurs pris en charge par les MECS.

Leur victoire prouve une fois de plus que face aux mesures d'austérité, rien n'est inéluctable, **que seul le rapport de force dans la continuité et dans l'unité peut mener à la victoire.**

ALORS C'EST POSSIBLE

NOUS REFUSONS D'ACCEPTER L'INACCEPTABLE

ET TOI QUE FAIS-TU ?

Tu veux que ça change ? Alors Rejoins-nous avec tes collègues pour manifester ton désaccord

le LUNDI 26 SEPTEMBRE

à 9h

devant l'hôtel du département

POUR DÉNONCER

LEUR POLITIQUE ANTI-SOCIALE